



HAL
open science

Identité, territoire et politique en Bretagne.

Ronan Le Coadic

► **To cite this version:**

Ronan Le Coadic. Identité, territoire et politique en Bretagne.. Journées d'étude "Les territoires construisent-ils les identités ou les identités construisent-elles les territoires", Mar 2003, Paris, France. pp.190-202. hal-00497926

HAL Id: hal-00497926

<https://hal.univ-brest.fr/hal-00497926v1>

Submitted on 7 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article de Ronan LE COADIC paru dans :
de BIASE Alessia et ROSSI Cristina (dir.), *Chez nous. Territoires et Identités dans les mondes contemporains*, Paris, Éditions de la Villette, 2006, p. 190-202.

Identité, territoire et politique en Bretagne

La grande majorité de la population bretonne remet à l'honneur au cours des années 1990 ce qui fait, à ses yeux, sa spécificité. La musique bretonne se vend très bien tout au long de cette décennie, les fêtes de nuits (*festoù-noz*) et les festivals connaissent un vif succès (jusqu'à la deuxième « Nuit celtique », qui rassemble 65 000 personnes au stade de France le 15 mars 2003), la population se montre soucieuse du devenir de la langue bretonne et, selon les sondages, proclame son attachement à tout ce qui fait l'originalité supposée de son mode de vie.

Cet élan connaît une certaine traduction économique avec, notamment, la labellisation de biens et services « produits en Bretagne », la diffusion de publicités et même de produits « identitaires » ou la création d'une télévision privée régionale bilingue. En revanche, l'élan des dernières années ne connaît aucune traduction politique. Non seulement la violence politique séparatiste est massivement refusée par la population, mais cette dernière semble également craindre et rejeter toute démarche politique particulariste, comme en attestent les faibles résultats des autonomistes aux diverses élections.

Ceci donne l'impression d'une cohérence des attitudes et comportements bretons, au point qu'on pourrait se demander s'il n'existerait pas une sorte de projet implicite et diffus, partagé par une large fraction de la population bretonne. C'est ce que nous allons examiner.

Introduction

Mon hypothèse, fondée sur de précédents travaux, est que la dynamique « identitaire » bretonne ne tend pas vers le retour à un âge d'or mythique, entre semblables, mais plutôt vers un idéal social à venir, qu'elle consiste largement en un refus d'injonction et qu'elle ne vise pas à instituer une nouvelle autorité, concurrente de celle de l'État français, mais correspond plutôt à une sorte d'élan a-autoritaire.

Chercher si, éventuellement, il existerait un « projet breton » ni formalisé ni porté par une institution, un parti ou un courant quelconque signifie tenter d'aller au cœur d'un processus intériorisé de production d'identité collective. Pour ce faire, j'ai choisi de recourir à des entretiens semi-directifs, c'est-à-dire des entretiens qui laissent une grande liberté aux personnes interrogées et leur permettent ainsi d'aller à un niveau profond de réflexion et d'exprimer toute la richesse et la complexité de leur pensée (avec ses contradictions, ses nuances, etc.).

J'ai donc constitué un échantillon de quarante personnes d'une diversité qui évoque,

autant que possible, celle de la société bretonne sur les plans de la répartition géographique, des catégories socioprofessionnelles, et du sexe. En ce qui concerne l'âge, j'ai délibérément accordé une attention particulière aux plus jeunes générations.

Pour faire apparaître un éventuel projet — pas au sens d'un dessein rationnel et organisé mais d'une projection dans l'avenir —, la consigne que j'ai donnée au début des entretiens, c'est-à-dire la question de départ que j'ai posée à tous les interviewés, était : « Imaginez la Bretagne dans vingt ans. » Il m'a, en effet, semblé que cela permettrait aux personnes interrogées de se projeter dans l'avenir à un horizon suffisamment lointain pour permettre à leur imagination de s'exprimer et suffisamment proche pour les inciter au réalisme.

En outre, j'ai eu recours à un questionnaire : j'ai posé une quarantaine de questions aux enquêtés, dans la double perspective de les catégoriser et de tester ces questions en vue d'une enquête quantitative ultérieure.

À l'issue de la collecte — et avant de commencer le dépouillement —, j'ai éprouvé la nette impression que les entretiens ne feraient pas ressortir l'existence d'un quelconque projet breton, dans la mesure où les sujets que les enquêtés abordaient étaient si divers qu'on ne pouvait raisonnablement en inférer aucun schéma d'ensemble.

Puis je me suis aperçu, en analysant les thèmes de départ, que de grandes tendances se dessinaient. En mettant en relation ces thèmes de départ avec les réponses apportées aux questions finales relatives aux sentiments d'appartenance à la Bretagne et à la France, j'ai bientôt constaté que cinq types d'attitudes se dessinaient parmi les enquêtés.

- 1) Huit personnes souhaitent un renforcement de l'autorité de l'État. Je les appelle les *légitimants*.
- 2) Quatre personnes se sentent plus bretonnes que françaises (ou pas françaises du tout) et se situent en rupture par rapport aux institutions : ce sont les *résistants*.
- 3) Huit personnes manifestent également une vive sensibilité bretonne, sans toutefois hiérarchiser leurs appartenances ou s'opposer à la société globale mais en souhaitant la changer de l'intérieur. Je les dénomme *projetants*.
- 4) Quatorze personnes adoptent des positions très modérées, pondérées. Je les appelle les *prudents*.
- 5) Et enfin, six personnes ne se considèrent pas bretonnes. Je les appelle les *distants*.

Par la suite, j'ai tenté de voir dans quelle mesure ces cinq types d'attitudes influencent ou non les propos des enquêtés. Des propos qui peuvent être ramenés à trois pôles : le territoire, l'autorité et l'altérité. C'est ce que nous allons examiner à présent.

I. Territoire

Un lieu de vie

Quels que soient leur âge, leur sexe, leur milieu social ou leurs opinions, les Bretons se distinguent généralement par la vivacité de leur attachement à leur territoire. Et lorsque les enquêtés imaginent la Bretagne dans vingt ans, la première préoccupation de la

majorité d'entre eux est la gravité des souillures et des atteintes qui ont déjà été et qui pourraient être à nouveau causées à l'environnement. Une contradiction majeure apparaît à cet égard dans leurs propos entre l'agriculture intensive et la préservation de l'environnement. L'agriculture intensive, en effet, fait souvent l'objet de vives critiques.

Les *légitimants* sont les plus enclins à mettre en cause la « culpabilité » de l'agriculture dans la détérioration de l'environnement breton mais aussi à lui chercher des « circonstances atténuantes ». Les *résistants*, eux, se distinguent surtout par leur discrétion sur ce sujet : ils n'abordent presque pas la question de la contradiction entre agriculture intensive et environnement, pourtant ressentie comme cruciale par le reste de l'échantillon. Peut-être préfèrent-ils concentrer leur attention sur d'autres schémas de contradiction, qui mettraient, selon eux, la Bretagne aux prises avec l'État français ? Quant aux *projetants*, ils n'abordent pas du tout la question en terme de « culpabilité » ; en revanche, ils sont nettement plus enclins que les autres catégories de l'échantillon à souligner les efforts accomplis par l'agriculture bretonne pour résoudre les problèmes de pollution. Les *prudents* ne se distinguent en rien de la moyenne de l'échantillon. Enfin, les *distants* semblent avoir plus tendance que les autres à condamner l'agriculture intensive. En tout cas, le débat est vif et passionné.

Il s'accompagne d'un second débat, plus tranché, entre partisans d'un développement fondé sur le tourisme et partisans d'un développement fondé sur l'agriculture. Les plus fervents partisans du modèle touristique se rencontrent parmi les personnes dont l'attachement à la Bretagne, mesuré par le questionnaire final, est le moins fort. On ne trouve aucun défenseur du modèle touristique chez les *résistants*, ni chez les *projetants*, ce qui ne veut pas dire que ceux-ci sont hostiles au tourisme. Simplement, ils ne veulent pas que le tourisme devienne la vocation exclusive, ou même majeure, de la Bretagne. À ces préoccupations relatives à la vitalité économique et écologique du territoire s'ajoutent d'autres, portant sur l'équilibre de la répartition des activités.

Un lieu d'équilibres

Plusieurs des personnes que j'ai rencontrées s'inquiètent de voir les villes bretonnes connaître une évolution excessivement contrastée, avec un accaparement des centres villes par la bourgeoisie et une concentration de misère sociale dans des quartiers périphériques. Cependant, c'est surtout le déséquilibre entre villes et campagne qui suscite de l'inquiétude. Va-t-on, comme l'a exprimé l'un des interviewés, vers « Rennes et le désert breton », c'est-à-dire vers la reproduction à l'échelle régionale de déséquilibres nationaux jadis dénoncés ?

En outre, la population des campagnes bretonne vieillit, et la plupart des interviewés en sont conscients. L'avenir du Centre-Bretagne, en particulier, suscite beaucoup de pessimisme. Pour les uns, malgré un afflux prévisible de « néo-ruraux », le déséquilibre actuel ne pourra pas être résorbé. Pour les autres, non seulement, il ne sera pas résorbé mais il s'aggraverait et conduirait à l'anémie de la région. De façon prévisible, l'inquiétude pour le Centre-Bretagne est d'autant plus vive que les personnes interrogées y vivent ou y travaillent.

Le troisième motif d'inquiétude des enquêtés, en ce qui concerne l'aménagement du territoire, est le risque d'une fracture entre l'est et l'ouest de la Bretagne. Pour plusieurs interviewés, cette fracture est déjà une réalité, à la fois économique et universitaire, qui risque de s'aggraver dans le futur, posant la question de l'avenir des finistères dans le

cadre d'un élargissement prochain de l'Union européenne. Une partie des enquêtés placent leurs espoirs dans le développement des transports tandis que d'autres redoutent que l'essor pressenti des moyens de communication vienne accroître la mobilité et renforcer encore un peu plus les déséquilibres spatiaux déjà avérés.

Mais le territoire n'est pas simplement un lieu de vie et d'équilibres ou de déséquilibres, c'est aussi un « lieu de mémoire ».

Un lieu de mémoire : la Loire-Atlantique

En 1941, la Loire-Inférieure (devenue Loire-Atlantique en 1957) a été détachée de la Bretagne par un décret du Maréchal Pétain qui n'a jamais été remis en cause ultérieurement, malgré diverses contestations. Soixante ans après ce détachement, les deux tiers des habitants de Loire-Atlantique se disent, dans les sondages, favorables au rattachement de leur département à la Bretagne. Ce souhait s'élève avec l'âge des personnes interrogées, allant de 59 % chez les jeunes de 18 à 24 ans à 72 % chez les personnes de 65 ans et plus. Le souvenir du caractère breton de la Loire-Atlantique semble donc s'estomper au fil des générations.

Cependant, les entretiens semi-directifs auxquels j'ai procédé montrent que la question d'une éventuelle réunification ne relève pas d'une simple perpétuation du passé. L'activation ou le refoulement de la mémoire répondent à des enjeux présents. Des enjeux politiques, en premier lieu : plusieurs interviewés redoutent que la réunification de la Bretagne ne s'inscrive dans un dessein indépendantiste. Des enjeux existentiels, en deuxième lieu : d'autres interviewés, qui ont bâti leur vie dans un contexte institutionnel établi depuis soixante ans, voient leur équilibre intérieur perturbé par la perspective d'un changement institutionnel. Enfin, des enjeux économiques : d'autres enquêtés craignent qu'un accroissement de la taille de la région Bretagne aggrave le déséquilibre économique actuel entre l'est et l'ouest, au détriment du second.

Les propos que j'ai recueillis sur la question d'une éventuelle réunification de la Bretagne sont nuancés et modérés. Le souhait de la réunification ne s'inscrit ni dans une démarche de type indépendantiste, au contraire, ni dans un véritable processus de réactivation d'une mémoire historique, qui ne semble pas très vive. En fait, si 65 à 75 % des habitants de la Loire-Atlantique souhaitent, selon les sondages, réintégrer la Bretagne, ce n'est pas par nostalgie du temps des ducs mais parce que, subjectivement, ils s'identifient à l'image d'une région dont ils aiment les paysages, les habitants et l'identité culturelle. Il s'agit donc d'un processus de construction identitaire subjective et de production de localité en tant que structure de sentiment. Cependant, la plupart des personnes que j'ai rencontrées doutent que quoi que ce soit de significatif soit décidé à ce sujet par les pouvoirs publics, ce qui nous amène, précisément, à la question du pouvoir et de l'autorité.

II. Politique

Nous évoquerons l'autorité familiale, l'autorité de l'État et les aspirations politiques.

Peurs sociales et autorité familiale

Il existe dans l'échantillon de personnes que j'ai interrogées une relation entre le sentiment identitaire, le goût pour l'autorité familiale, les éventuelles peurs sociales (pauvreté, chômage) et l'attachement à l'État. Ce n'est pas vraiment une surprise. En effet, en dépit des nombreuses critiques qui ont été formulées à son encontre, l'étude d'Adorno sur *la Personnalité autoritaire* dans les années 1950 a démontré un point fondamental : « les convictions politiques, économiques et sociales d'un individu constituent souvent un schéma large et cohérent » [Adorno *et alii* 1950].

Les *légitimants*, caractérisés par l'intensité de leur sentiment national français, sont ceux qui éprouvent le plus vif sentiment d'insécurité, qui sont les plus favorables à de sévères mesures de sûreté, les plus inquiets d'une baisse de l'autorité dans les familles et les plus préoccupés par la montée de la pauvreté. Ils sont aussi les plus favorables au renforcement de l'autorité de l'État, ce qui est assez conforme aux travaux sociologiques sur la personnalité autoritaire. Les *résistants* — qui disent se sentir « plus bretons que français » ou « pas français » — sont très attachés également à l'autorité familiale (mais moins que les *légitimants*). D'autre part, la radicalité de leurs positions évoque quelque peu celle des réponses des *légitimants* dont elles constituent souvent l'envers exact.

Quant aux *projetants*, caractérisés par un vif attachement à la Bretagne sans hiérarchisation ni rupture dans les sentiments d'appartenance, ils sont à l'opposé de la personnalité autoritaire : ils n'éprouvent pas de sentiment d'insécurité, ne sont pas favorables à de sévères mesures de sûreté, ne s'inquiètent pas d'une éventuelle baisse d'autorité dans les familles, sont sensibles à la pauvreté mais n'en sont pas aussi affectés que les *légitimants*. En outre, ils ne sont pas favorables à un renforcement de l'autorité de l'État. Enfin, les deux autres catégories, les *prudents* et les *distants*, sont très partagées sur ces questions. En est-il de même en ce qui concerne l'autorité de l'État ?

Désabusement politique et autorité de l'État

L'autorité de l'État est un sujet qui cristallise également nettement trois des cinq « types identitaires » que nous avons définis. Ainsi, six *légitimants* sur huit pensent qu'il faudrait renforcer l'autorité de l'État. Ils sont les seuls à être aussi catégoriques. D'autres personnes (notamment des *prudents*) pensent également qu'il faudrait renforcer l'autorité de l'État, mais elles sont plus nuancées. Les *résistants*, en revanche, sont presque unanimes à dire qu'il ne faut « pas du tout » renforcer l'autorité de l'État. Ils ne sont pas les seuls à le penser mais leur élan est de loin le plus fort. Les autres catégories identitaires ont des positions beaucoup plus nuancées. Les *prudents* et les *distants* se répartissent de façon équilibrée entre les différentes modalités de réponse. Quant aux *projetants*, ils s'individualisent nettement en répondant très majoritairement (à six personnes sur huit) qu'il ne faut « plutôt pas » renforcer l'autorité de l'État. Venons-en à présent à l'image de la classe politique.

Globalement, trois questions sont évoquées par les interviewés à ce sujet, de façon souvent peu amène : les qualités morales des hommes politiques, en premier lieu : il leur est reproché de ne pas tenir leurs engagements et également, mais avec moins d'insistance, de manquer de probité. La deuxième série de critiques portées à la classe politique concerne son manque de qualités politiques : les élus sont accusés de manquer de vision de long terme et de courage politique. Enfin, certains interviewés reprochent aux hommes politiques de ne pas assez s'engager pour la Bretagne.

Plusieurs d'entre eux rêvent d'une sorte d'union sacrée des élus, travaillant ensemble au bien de la région. Globalement, le rejet de la classe politique semble plus vif chez les *légitimants* que dans les autres catégories, comme si ceux qui sont le plus attachés à l'image de la France et à l'autorité de l'État étaient ceux qui souffrent le plus des manquements réels ou supposés de ses gouvernants. Par rapport à cette image brouillée de la politique française, quelle est l'image de l'Europe ?

L'Europe est largement perçue comme une chance pour la Bretagne. Ce sont les *légitimants* qui se montrent les plus réticents envers elle, redoutant que les Français ne soient bientôt plus « maîtres chez eux ». Les *prudents*, les *distants* et les *résistants*, partagés, sont quand même majoritairement favorables à l'idée européenne. Enfin, les *projetants* lui sont massivement favorables. Ceci nous amène à la question des aspirations politiques des enquêtés.

Des aspirations politiques sans illusions

Globalement, l'échantillon souhaiterait un renforcement de la participation démocratique et de la décentralisation. Les *légitimants* sont toutefois très partagés sur cette question de la décentralisation : certains lui sont très favorables, alors que d'autres souhaiteraient qu'on « retourne en arrière », à une France plus centralisée. Les *résistants* veulent tous que la décentralisation se poursuive et sont, en outre, les plus chauds partisans de sa « large amplification ». Plus des trois-quarts des *projetants* souhaitent que la décentralisation se prolonge. Mais, une fois de plus, ils se montrent plus modérés que les *résistants* puisque six d'entre eux (sur huit) pensent simplement qu'il faut aller « un peu plus loin ». La position des *prudents*, plus éparpillée, est tout de même très favorable à la poursuite de la décentralisation. Au total, ce sont les deux tiers de l'échantillon qui sont favorables à un renforcement de la décentralisation. Mais dans les faits, la plupart des enquêtés doutent que les pouvoirs publics prennent des mesures significatives.

En ce qui concerne le cas particulier de la Bretagne, l'échantillon, très modéré, exprime des refus très nets : il ne veut ni excès, ni fanatisme, ni rupture avec la France. En revanche, il est beaucoup moins explicite en ce qui concerne ses attentes. Si certaines personnes tiennent un propos que l'on pourrait qualifier de régionaliste, refusant tout statut dérogatoire pour la Bretagne mais espérant un renforcement général du pouvoir des régions, d'autres sont moins claires, faisant de l'autonomisme sans le savoir ou, au contraire, se disant favorables à une forme d'autonomie sans parvenir à expliquer en quoi cela consiste.

Le renforcement de l'Union européenne et les transferts de souveraineté que les États lui consentent vont-ils conduire à un renforcement du poids relatif des régions et notamment de la Bretagne ? C'est le sentiment qui semble prédominer dans l'échantillon, dont la majorité des membres se disent favorables à la perspective d'une fédération européenne. On constate, sans surprise, que les *légitimants* sont les plus opposés à la perspective d'une fédération européenne : cinq sur huit n'y sont pas favorables, dont quatre « pas du tout ». Les *prudents*, les *distants* et les *résistants*, partagés, sont quand même majoritairement favorables. Enfin, les *projetants* sont massivement favorables à une fédération européenne (à sept sur huit). Dans cet avenir que les enquêtés dessinent, quelle sera la place des identités et de l'altérité ?

III. Identités

« *Nous* »

En ce qui concerne — en premier lieu — la spécificité bretonne, la majorité de l'échantillon perçoit la langue et la culture bretonnes comme relevant d'un choix subjectif déterritorialisé et non pas d'un mode de vie imposé par un contexte social contraignant. Curieusement, plusieurs *légitimants* ne semblent pas douter de la continuité de la reproduction de la langue bretonne alors que tous les indicateurs sont pourtant au noir. En revanche, les *projetants* voient dans le breton la langue que produira une minorité et qui lui permettra de se distinguer. De même, en ce qui concerne, plus largement, « l'identité », une coupure très nette s'établit entre les personnes qui pensent qu'on va de plus en plus aller vers un « retour aux sources » ou aux « racines » — afin de mieux reproduire une tradition menacée par la modernité (essentiellement des *légitimants* et des *prudents*) —, celles qui considèrent que les spécificités vont se diluer (des *prudents*) et enfin celles qui croient que l'avenir est à la production de quelque chose de nouveau, une sorte de combinaison mémoire-projet (essentiellement des *projetants*). Qu'en est-il — en second lieu — du rapport des enquêtés à l'altérité qui les entoure ?

« *Les autres* »

Les autres intérieurs

On retrouve une opposition *légitimants/projetants* en matière d'immigration et même d'ethnocentrisme. Les *légitimants* sont les plus réticents envers l'immigration et aussi les plus enclins à l'ethnocentrisme. Les *projetants* sont, avec les *distants*, ceux qui éprouvent le plus de sympathie pour les étrangers et qui sont les plus imperméables à l'ethnocentrisme. Quant aux *prudents* et aux *résistants*, ils sont divisés sur ces questions. En revanche, on ne rencontre plus la même opposition quand la question de l'altérité est posée non plus en termes ethniques mais en termes sexuels ! En effet, si — sans surprise — la réticence la plus vive envers l'adoption par des couples homosexuels se rencontre chez les *légitimants*, ce ne sont pas, cette fois, les *projetants* qui sont les plus tolérants. Ils se situent, au contraire, dans la moyenne de l'échantillon, à égalité avec les *prudents* et loin derrière les *distants*. Les plus tolérants en matière d'homosexualité sont les *résistants*, qui sont les plus détachés de la religion catholique. Or, dans l'échantillon, la variable religieuse est corrélée négativement à l'acceptation de l'adoption par des parents homosexuels. Cela montre les limites de l'originalité des *projetants*, qui (selon le questionnaire final) véhiculent les mêmes réminiscences d'influence catholique que la majorité de l'échantillon.

Les autres extérieurs

Je n'avais prévu aucune question particulière sur le Tiers-Monde, mais le thème a surgi spontanément et vigoureusement au cours de nombreux entretiens, quel que soit le « type identitaire » ou presque. Les propos tenus sur le Tiers-Monde montrent une vive émotion et un élan d'indignation significatifs.

J'ai posé une question à l'ensemble des enquêtés sur le sentiment que leur inspiraient les États-Unis. La réponse majoritaire est « de l'inquiétude » (vingt et une réponses sur

cinquante-trois). Ce sont les *projetants* qui se montrent les plus hostiles aux États-Unis (quatre réponses sur douze). Ils ne critiquent pas les États-Unis au nom de la souveraineté nationale française mais au nom de la justice et notamment dans le cadre de cette mondialisation dont on parle tant.

La mondialisation

Le mot « mondialisation » connaît un succès retentissant en France depuis quelques années, tant dans les milieux scientifiques que dans l'arène politique et médiatique. Il s'impose souvent avec la force de l'évidence, bien que sa signification — et la réalité même qu'il désigne — soient rien moins qu'évidentes ou consensuelles. Au sein de l'échantillon, les acceptions de ce terme sont diverses et variées.

En premier lieu, une forte proportion de personnes (onze sur quarante) dit ne pas comprendre ce que « mondialisation » veut dire. Cela constitue en soi une information importante. Le mot est certes connu de tous et même presque familier puisqu'il est très employé par les médias ; cependant, comme il est abstrait et qu'il paraît désigner une réalité coupée de la vie ordinaire, certaines des personnes interviewées ne s'estiment pas compétentes pour en parler. Ce sont les personnes issues des catégories populaires (essentiellement les ouvriers) et celles qui sont les moins diplômées (les titulaires du certificat d'études primaires, d'un CAP ou d'un BEP). On retrouve là ce « cens caché » dont parlait Pierre Bourdieu.

En deuxième lieu, plus de la moitié des interviewés formulent une analyse classique de la mondialisation marchande. Comment la relie-t-ils à la Bretagne ? Quelques-uns pensent qu'elle peut constituer une opportunité de développement économique pour la péninsule mais la majorité y voit surtout un faisceau de menaces économiques, écologiques et culturelles. Pour faire face à ces menaces, ils envisagent deux solutions : d'une part la consolidation de l'Union Européenne (la plupart d'entre eux, nous en avons parlé précédemment, verraient d'un bon œil la création d'une fédération européenne), d'autre part, une résistance et un enracinement bretons mais sans « repli sur soi », sans fermeture à l'Autre.

En troisième lieu, près d'un cinquième des enquêtés, surtout des *projetants*, ne voient la mondialisation que comme une opportunité humaniste, une occasion de connaître les autres en développant les échanges culturels et les voyages et en renforçant la solidarité à l'égard du Tiers-monde.

Conclusion

En conclusion, mes hypothèses initiales sont-elles vérifiées ? Globalement non, puisque la société bretonne apparaît finalement comme complexe et marquée par des tendances contradictoires, un peu comme si l'on avait affaire à un champ électromagnétique mettant aux prises des forces diverses qui produiraient en se rencontrant un équilibre instable et dynamique.

Que nous apporte la connaissance de cette complexité ? En premier lieu, une meilleure compréhension de la société bretonne. Les caractéristiques des *projetants* nous éclairent sur l'élan culturel breton et sa nature ouverte aux influences extérieures. La faiblesse numérique des *résistants* et le poids relatif des *prudents* dans l'ensemble de l'échantillon nous aident, en partie, à comprendre l'absence d'écho politique que rencontre cet élan culturel. Enfin, le caractère tranché des positions respectives des

légitimants et des *résistants* nous fournissent des éléments de réflexion sur les tensions et les crispations liées à l'essor identitaire breton.

Mais ce n'est pas seulement à de la sociologie régionale que nous nous livrons, c'est aussi à une analyse sociologique de notre époque. Ce que l'on voit apparaître dans cette étude de cas, c'est un rapport entre deux forces de résistance, toutes deux monistes, et opposées l'une à l'autre (les *légitimants* et les *résistants*), d'une part, et deux forces de changement pluralistes : les *distants* et, surtout, les *projetants*.

Ces derniers (les *projetants*) se caractérisent par un dessein de conciliation, d'équilibre et de vigilance. La recherche de conciliation caractérise sans cesse le propos des « *projetants* », qui cherchent à la fois un équilibre entre les intérêts économiques des Bretons et la préservation de l'environnement écologique de la péninsule ; la poursuite du développement économique équilibré de la Bretagne ; le rééquilibrage de l'espace breton ; la compensation de la puissance des États-Unis par le renforcement de l'Europe ; l'équilibre entre l'identité et l'altérité, l'identité et la modernité, l'identité et l'ouverture ; et le rééquilibrage des rapports entre les pays développés et le Tiers-Monde par un renforcement de la solidarité...

Tous ces équilibres ne peuvent être atteints qu'au prix d'un certain nombre d'évolutions qui réclament une vigilance de tous les instants. Il faut à la fois veiller à la protection de l'environnement, être à l'affût des opportunités de développement économique et faire preuve de vigilance par rapport aux institutions et à la classe politique.

Ceci me semble caractéristique d'une tendance nouvelle au sein de la population – et pas seulement bretonne –, qui souhaite se libérer des tabous, est tolérante, ouverte à l'altérité, très européenne et relativement optimiste. Cependant, la présente recherche ne doit nullement être considérée comme achevée ; il s'agit simplement d'une piste à explorer.